

Besançon, le. **03 JUIN 2025**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039:200051325-20251209-DEL_444_5Approb-DE

Le Vice-Président

de la commission territoriale, de la politique de la ville,

des forêts, des parcs naturels, du CPER et du CPIER
Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation
Direction Prospective et démarches partenariales

 MAIRET

Tel. : 03 81 61 63 68

helene.mairet@bourgognefranchecomte.fr

2025/56C/GL/HM

Objet : Avis sur le projet de la révision 2 du SCOT lédonien

PJ : Analyse technique du projet de révision arrêté

MONSIEUR CLAUDE BROCCARD

PRESIDENT

MONSIEUR STEPHANE LAMBERGER

ELU EN CHARGE DU SCOT

PETR DU PAYS LEDONIEN

4 AVENUE DU 44^{ème} RI

39000 LONS-LE-SAUNIER

COURRIER ARRIVÉ LE

06 JUIN 2025

**PETR
Pays Lédonien**

Monsieur le Président, Monsieur,

Par courrier du 20 mars 2025, vous avez informé la Région de l'arrêt du projet de révision n°2 du SCOT du pays lédonien par délibération du 11 mars 2025. Conformément aux dispositions de l'article L.143-20 du code de l'urbanisme, vous sollicitez l'avis de notre collectivité en tant que Personne Publique Associée.

Les documents qui composent le projet de révision du SCOT ont retenu toute mon attention au regard des enjeux de développement et de transition de la Bourgogne-Franche-Comté. J'ai le plaisir de vous informer que **le projet de révision du SCOT du pays lédonien est compatible avec le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté en vigueur**. Je tiens notamment à souligner l'effort sur la consommation foncière à venir qui respecte pleinement les objectifs du SRADDET – Ici 2050.

Le réalisme du scénario démographique basé sur une stabilisation de la population permet d'identifier les besoins en logements sans les sur-dimensionner.

Par ailleurs, le SCOT vise un équilibre de la production de logements en s'appuyant sur l'armature urbaine. Néanmoins, le choix de ne pas préciser les objectifs de production de logements différenciés selon les différents niveaux de l'armature ne garantit pas le renforcement des polarités du territoire lédonien. Il conviendra de veiller dans les années futures à limiter l'éparpillement de la population et de rendre l'armature territoriale davantage robuste, notamment en confortant le pôle urbain et l'ensemble des bourgs-centre.

A la suite de cette analyse, mes services se tiennent à votre disposition (contact : Hélène MAIRET – Chargée de mission Planification) pour vous accompagner dans la suite de votre procédure de révision.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.


Eric HOULLEY



Analyse technique Projet arrêté de la révision n°2 du SCOT du pays lédonien

Les observations ci-après visent à assurer l'adéquation entre le projet arrêté de la révision n°2 du SCOT du pays lédonien et les stratégies de la Région portées par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires.

PREAMBULE

La révision n°2 du SCoT du pays lédonien a été arrêtée par délibération du 11 mars 2025.

La Région, en tant que personne publique associée a été sollicitée par courrier du 20 mars 2025 pour avis au titre de l'article L 132-7 du Code de l'urbanisme.

Institué par la loi portant sur la Nouvelle Organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) du 7 août 2015, le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) a été approuvé en 2020 et modifié en novembre et décembre 2024.

Le SRADDET – Ici 2050 – fixe les grandes orientations que porte la Région Bourgogne-Franche-Comté pour son territoire. Ce schéma constitue l'outil principal de la Région en matière d'aménagement du territoire.

Pour rappel :

- en application de l'article L 131-2 du Code de l'Urbanisme les SCoT doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET ;
- en application de l'article L131-1 du Code de l'Urbanisme les SCoT doivent être compatibles avec les règles générales du fascicule du SRADDET.

L'avis de la Région s'attache à évaluer l'adéquation du projet de la révision du SCoT avec le SRADDET en vigueur et notamment de vérifier l'inscription du projet de territoire dans les lignes conductrices fixées par le schéma.

ANALYSE GENERALE SUR LE DOCUMENT

1) Mention du SRADDET par le SCOT

Le diagnostic du SCoT, le Projet d'aménagement stratégique (PAS), le document d'orientation et d'objectifs (DOO), le document de justification des choix retenus font référence au SRADDET en tant que document cadre pour décliner la stratégie de développement du territoire. L'évaluation environnementale met en évidence une analyse de l'articulation du SCoT avec les règles du SRADDET. De plus, la révision n°2 du SCoT tient compte de la modification du SRADDET relative au ZAN alors que les travaux étaient concomitants.

2) Rappel du choix de scénario du SCOT à horizon 2045

Le scénario démographique retenu par le SCOT correspond à une stabilisation de la population, soit une croissance démographique annuelle moyenne de +0.06% (+ 1000 habitants en 20 ans). Cette très légère croissance démographique est répartie de manière égalitaire sur chaque EPCI. Il revient donc aux PLUi de définir les objectifs de développement au regard de leur armature urbaine.

Ce scénario démographique à l'échelle du SCoT paraît réaliste et permet d'identifier des besoins en logements plus réalistes que dans le SCoT en vigueur.

3) Cohérence interne (analyse transversale entre les pièces ou les thèmes du document)

Comme attendu, le DOO décline les ambitions du PAS au travers les prescriptions. Certaines d'entre elles sont différenciées par intercommunalité ou par secteur.

Quelques petites incohérences ont été repérées. Par exemple la déclinaison des besoins en logements à produire pour le desserrement des ménages et liés au renouvellement du parc est légèrement différente entre le PAS (pages 23) et le document de justification (page 15).

4) Articulation entre la stratégie du SCOT et les principes clés du SRADDET

Le SRADDET n'impose pas de modèle unique de développement car l'avenir des territoires procède d'abord de leurs propres ressources, capacités, ambitions et stratégies. Au contraire, il promeut et encourage l'émergence de modèles de développement territoriaux différenciés et de spécialisations intelligentes des territoires.

Pour autant, une articulation des stratégies territoriales avec celles, plus globales, qui sont portées à travers de nombreuses politiques régionales transversales est indispensable. A ce titre, le SRADDET demande aux stratégies locales de prendre en compte les trois principes qui suivent :

a) La transition énergétique et écologique

Les objectifs régionaux de tendre vers une région à énergie positive doivent guider les stratégies de territoires. Ce principe clé impose de penser la démarche de planification au regard des enjeux de réduction de l'artificialisation, du maintien d'une capacité de production agricole locale, de maîtrise des risques naturels, d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de préservation de la biodiversité et de la qualité des paysages.

Le SCOT du pays lédonien porte l'ambition d'une gestion plus économe des ressources (foncier, eau, énergies) et de préservation de la biodiversité. Le scénario de développement du territoire, accueillant 1000 habitants à l'horizon 2045 dans l'optique d'une stabilisation de la population sur le territoire, intègre bien les transitions énergétique et écologique. Ce scénario démographique est davantage réaliste que celui du SCoT en vigueur.

Selon les données CEREMA (Portail national de l'artificialisation), le territoire a consommé 494 hectares pour la période 2011-2020. Les chiffres issus de l'outil de mesure de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) et de l'artificialisation des sols utilisé par le pays lédonien sont cohérents avec ceux-ci. Le territoire envisage une consommation foncière d'environ 525 hectares pour la période 2025-2045 dont 271 pour la décennie 2021 - 2030. Cette trajectoire prend bien en compte les objectifs 1.1 et 1.2 du SRADDET et le taux d'effort attribué au territoire est respecté.

Le PAS fixe des objectifs différenciés pour le secteur « logement » (200 ha) et le secteur économique (160 ha) à l'échelle des EPCI et une enveloppe de 25 ha est destinée aux équipements structurants à l'échelle du SCoT.

Concernant la production de logements entre 2025 et 2045 pour répondre aux besoins, l'objectif est de produire 5840 logements, soit une croissance annuelle de 292 logements. Cette trajectoire est plus forte que celle des années 2011-2020 (248 logements/an). Même si la production de logements est fortement revue à la baisse par rapport au SCoT en vigueur (pour rappel 8300 logements à produire à l'horizon 2038), il s'avère qu'avec une stabilisation et un fort vieillissement de la population, l'adaptation du parc de logements est un fort enjeu qu'il conviendrait à traiter au mieux. En effet, le diagnostic précise que le parc de logements est très peu diversifié, constitué principalement de maisons individuelles T4, T5 et que 74% des ménages sont composés d'1 ou 2 personnes. Il existe donc une sur-représentation de résidences principales de grande taille, en inadéquation avec les besoins futurs d'une population vieillissante. Le vivier de ce type de logement existe sur le territoire, l'enjeu est d'en assurer l'adaptation.

Le SCOT présente une ambition forte de reconquête des logements vacants. Ainsi, plus d'un quart des logements nécessaires pour la période 2025-2045 seront prélevés dans cette ressource. L'objectif étant d'atteindre 7% de taux de vacances à l'horizon 2045.

Outre la consommation foncière, les ambitions du SCOT en termes de préservation des ressources en eau sont compatibles avec les orientations du SRADDET. En effet, même si la situation est à analyser à l'échelle des EPCI, le DOO précise la nécessité d'une adéquation entre la ressource en eau et le droit d'ouvrir à l'urbanisation.

Concernant la trame verte et bleue, le SCoT recense 7 sous-trames : réservoirs forestiers, réservoirs milieux ouverts, milieux rocheux, milieux souterrains, inventaires des milieux secs, cours d'eau et inventaire des milieux humides. Au regard de l'atlas cartographique, les milieux rocheux ne sont pas

visibles sur les cartes. Même si certaines dénominations des sous-trames du SCoT sont facilement transposables avec la trame verte et bleue régionale, il aurait été pertinent d'avoir une grille présentant les correspondances entre les sous-trames du SCoT et les sous trames régionales, afin de justifier la compatibilité avec le SRADDET - ici 2050. Les objectifs de protection et de préservation de la trame verte et bleue sont affichés dans le DOO. L'identification de 19 continuités écologiques menacées à remettre en bon état est un point positif. Le SCoT aurait pu également demander aux PLUi d'en identifier d'autres localement, d'autant plus qu'ils doivent affiner la TVB à leur échelle.

b) Le renforcement des polarités et une économie de la ressource foncière que ce renforcement doit favoriser

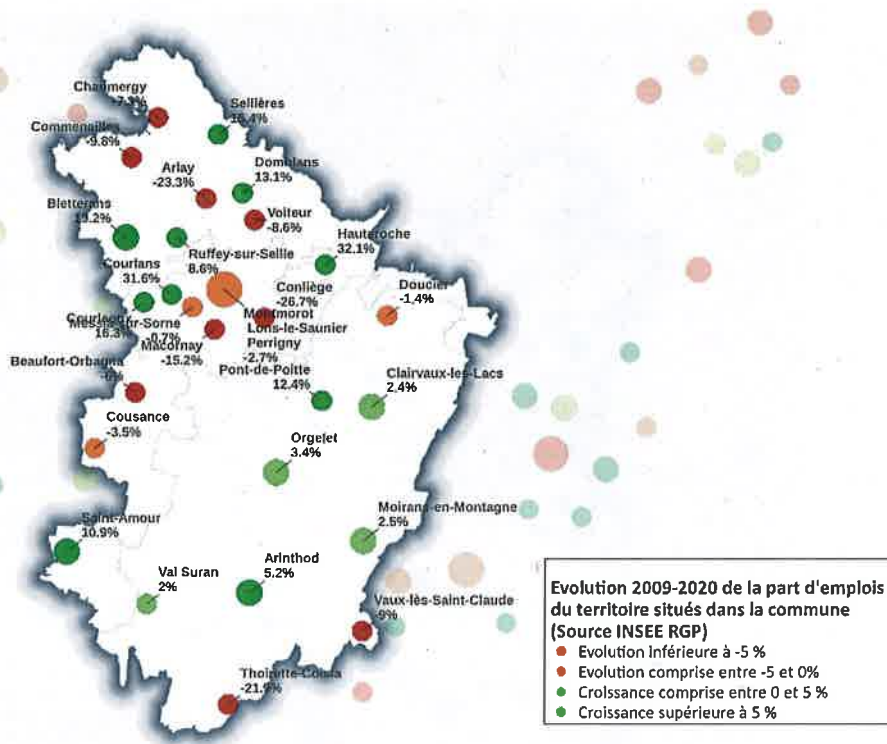
La consommation foncière est trop souvent considérée comme un levier majeur pour développer le territoire. L'objectif du SRADDET consiste à fonder l'attractivité territoriale, en concevant un développement s'appuyant prioritairement sur les polarités du territoire. Le renforcement des polarités passe par une qualification objective des communes pour définir une armature territoriale sur laquelle le développement s'appuiera prioritairement.

Sur la période 2009-2021 (Source RGP INSEE), le territoire a vu sa population se stabiliser. Le poids démographique du pays lédonien dans la région est stable. La répartition des habitants entre l'armature et le reste du pays lédonien fléchit très légèrement (-0.9%) – (cf. graphique ci-dessous).



Néanmoins, au regard de la carte ci-dessous, les trajectoires des communes de l'armature sont hétérogènes. Le poids démographique du pôle urbain composé de Lons-le-Saunier, Montmorot et Perrigny s'affaiblit, ainsi que les bourgs-relais de la première couronne du pôle urbain (Conliège, Courlans, Macornay) par rapport à l'ensemble des communes du SCoT. Globalement, les polarités de niveau 2 et 3 situées à l'ouest du territoire semblent plus robustes que les autres. De plus, de nombreuses communes rurales, ainsi que la moitié bourgs relais ont gagné du poids démographique sur le territoire au détriment des bourgs centres (hormis Bletterans et Saint-Amour). Dans le diagnostic, il est spécifié que : « ce sont les territoires à dominante rurale qui ont connu les plus importantes augmentations de leurs parcs de résidences principales ». Ainsi, « l'équilibre démographique et résidentiel sur l'agglomération de Lons-le-Saunier et ses couronnes périurbaines puis rurales représentera un enjeu important pour le SCoT ».

Le SCoT du pays lédonien vise un équilibre pour la production de logements en s'appuyant sur l'armature urbaine. La prescription n°I-9 va dans ce sens. Néanmoins, le SCoT aurait pu aller plus loin en précisant des objectifs de production de logements différenciés selon les différents niveaux de l'armature. D'autant plus que le SCoT laisse la possibilité aux EPCI de définir des polarités complémentaires et qu'il est précisé dans le PAS que « l'offre en logement sera déclinée à l'échelle de chaque intercommunalité pour garantir la vitalité de l'ensemble des communes du territoire ». Avec une stabilité de la population dans les 20 ans à venir, il sera difficile de renforcer le poids démographique des polarités principales (le pôle urbain et les 6 bourgs-centres) du territoire, si l'offre de logements continue de se développer sur l'ensemble des communes du territoire.



Carte 2: Evolution du poids des emplois des polarités entre 2009 et 2021 (Source RGP INSEE)

c) Le développement de l'accueil et de l'attractivité régionale, basé sur des logiques de coopération et de complémentarité :

La clé de réussite pour faire de la Bourgogne-Franche-Comté une région attractive est la construction de coopérations, de relations de réciprocités entre les espaces urbains, mais également avec les ruralités qui font preuve de vitalité et osent expérimenter. Le développement soutenable des territoires passe par la prise en compte du cadre territorial élargi permettant d'éviter les logiques concurrentielles.

Le pays lédonien mène des chantiers de coopération depuis plusieurs années avec le PNR du Haut-Jura. La polarité lédonienne est intégrée au pôle métropolitain centre Franche-Comté. Ces démarches anciennes montrent une volonté historique de coopérer de la part du territoire. L'encouragement des relations avec les territoires voisins est affiché tant le PAS que dans le DOO. La prescription n°III-9 va dans ce sens, puisqu'il est demandé pour les communes aux franges du territoire de prendre en compte les continuités écologiques définies dans les documents limitrophes. Néanmoins le SCoT aurait pu aller plus loin en affichant une volonté de travailler sur une démarche interSCoT (tant avec les SCoT de Bourgogne-Franche-Comté, que les SCoT d'Auvergne-Rhône-Alpes) afin d'harmoniser les travaux de coopération sur cette question de cohérence de la trame verte et bleue entre territoires voisins mais également sur d'autres domaines comme la question de la ressource en eau.